
BAROMÈTRE DE L'EMPLOI

Le redressement économique aggrave la pénurie de personnel

20 janvier 2022

- La reprise économique du début de l'année 2021 a été si vigoureuse et rapide qu'elle n'a pas d'équivalent dans le passé. Depuis lors, la performance économique en Suisse a déjà dépassé son niveau d'avant la crise.
- La reprise exceptionnellement rapide et observée simultanément dans le monde entier surcharge les producteurs sur les marchés d'approvisionnement. Comme les capacités manquent pour faire face à la très forte demande, des goulots d'étranglement affectent les livraisons et font augmenter les prix. Ces problèmes sont encore aggravés par les stocks que constituent de nombreuses entreprises face à la pénurie actuelle de produits. La logistique mondiale est également de plus en plus perturbée, ce dont souffrent principalement les entreprises de l'industrie manufacturière et du commerce de gros.
- Certains segments de l'industrie MEM profitent depuis début 2021 d'une forte augmentation des entrées de commandes, des chiffres d'affaires et des exportations. Mais ils sont empêchés de tirer pleinement parti de ce potentiel à cause des goulots d'étranglement des filières d'approvisionnement ainsi que de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie.
- Les branches des services bénéficient aussi de la reprise économique, de même que, désormais, des secteurs comme l'hôtellerie-restauration et le commerce de détail, dont les affaires continuent d'être impactées par les restrictions liées à la crise sanitaire.
- Le puissant dynamisme de l'économie mondiale a aussi gagné le marché du travail, auquel il a donné une forte impulsion sur le deuxième semestre en 2021. Entre-temps, les prévisions d'emploi pour les trois prochains mois sont à nouveau toutes positives tant dans les branches des services que dans l'industrie manufacturière, la seule exception à cet égard étant l'industrie chimique et pharmaceutique.
- La forte augmentation des besoins en personnel aggrave de plus en plus le manque de main-d'œuvre. La proportion d'entreprises qui voient dans cette pénurie un problème a fortement augmenté depuis la mi-2021. Même dans l'hôtellerie-restauration, qui n'a pas encore retrouvé son niveau d'activité d'avant la crise, il n'y a pas suffisamment de personnel qualifié.

ENVIRONNEMENT DE POLITIQUE PATRONALE:

APPRÉCIATION DE L'AUTEUR

Chers lectrices, chers lecteurs

La vigueur du redressement observé au début de 2021 a complètement surpris les experts et les entreprises. En Suisse, la performance économique a déjà dépassé son niveau d'avant-crise. Un tel essor, réellement spectaculaire, n'a pas d'équivalent dans le passé. Après la dernière crise financière, par exemple, il a fallu plus de deux ans pour que l'économie mondiale retrouve son niveau antérieur et cette correction était déjà considérée comme étonnamment rapide.

La reprise économique exceptionnellement rapide et simultanée dans le monde entier a surchargé les producteurs et les marchés d'approvisionnement. Les capacités susceptibles de répondre à la forte augmentation de la demande en très peu de temps font un peu partout défaut, ce qui provoque des goulots d'étranglement dans les livraisons. Les entreprises ont déjà tiré les conséquences des problèmes d'approvisionnement en biens d'importation et constituent à nouveau davantage de stocks – alors que depuis des années, on leur conseille d'éviter le stockage excessif. Cette constitution de stocks stimule la demande et aggrave les pénuries de fournitures. Les producteurs réagissent à la forte demande en augmentant les prix et même les livraisons garanties peuvent être retardées, puisque la logistique mondiale est également bloquée. Les entreprises de l'industrie de transformation et du commerce de gros sont les plus touchées. On peut s'attendre à ce que la situation s'améliore au plus tôt à partir du milieu de l'année.

Malgré ces difficultés, l'économie suisse se développe à un rythme supérieur à la moyenne, ce qui a des effets positifs sur le marché du travail. En 2021, le chômage a ainsi reculé de 3,3 à 2,4 pour cent en données corrigées des variations saisonnières. Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), le chômage partiel a été en grande partie résorbé dans les branches, qui ont récupéré bon nombre de leurs collaborateurs. Comme le montrent les évaluations de ce troisième baromètre de l'emploi, une grande majorité des entreprises interrogées prévoient en outre une progression de l'emploi sur les trois prochains mois.

Ces perspectives positives n'empêchent pas de nombreux postes de rester vacants. Les entreprises ont du mal à trouver le personnel adéquat. Dans certaines branches, cela s'explique aussi par le fait que les anciens travailleurs ont trouvé de nouvelles orientations à la faveur de la crise et que les qualifications et les compétences nécessaires pour occuper des postes ont changé dans l'intervalle. Le secteur de l'hôtellerie-restauration en est un bon exemple: malgré une création de valeur qui reste plus faible qu'avant la crise, il connaît une forte pénurie de main-d'œuvre.

L'enquête du KOF sur les obstacles à la production et à la fourniture de services montre que, dans la branche «Information et communication» par exemple, près d'une entreprise interrogée sur deux considérait au 4^{ème} trimestre 2021 le manque de

main-d'œuvre comme un obstacle à la fourniture de services. À titre de comparaison, la moyenne sur 10 ans des entreprises citant cet obstacle avoisine 27 pour cent. Dans le secteur de la construction également, ce sont désormais près de quatre entreprises sur dix qui voient dans la pénurie de main-d'œuvre un problème majeur. Dans cette branche, la valeur moyenne, de 27 pour cent, est aussi nettement plus basse. Entre-temps, même dans l'hôtellerie-restauration, ce sont trois entreprises sur dix qui ne peuvent pas être pleinement opérationnelles à cause du manque de personnel. L'aggravation est ici brutale, puisque la valeur moyenne sur dix ans des entreprises considérant la pénurie de main-d'œuvre comme un problème central se situe à six pourcents.

Les conséquences de la recrudescence de la contagion sont encore difficiles à évaluer. Ce qui pèse sur l'économie, ce ne sont pas seulement les pertes de travail dues aux travailleurs maintenus en isolement, mais aussi les collaborateurs en quarantaine. Selon la Task Force scientifique de la Confédération, la vague Omicron devrait atteindre son pic dès la fin janvier, après quoi, estime-t-elle, l'on peut s'attendre à une baisse. Cette perspective optimiste devrait continuer à stimuler l'économie dans les conditions données. D'un autre côté, toutefois, les investissements de rattrapage, qui ont contribué à la reprise rapide de l'économie, vont progressivement diminuer.

Si les prévisions des experts de santé publique se vérifient, de nombreuses mesures visant à endiguer la propagation du coronavirus deviendront caduques dans le courant de l'année et la vie quotidienne devrait reprendre son cours normal. Dans un tel scénario, un facteur d'incertitude important pour l'économie disparaîtrait et la reprise actuelle pourrait se consolider.

Je remercie le spécialiste Michael Siegenthaler du KOF, ainsi que les représentants des membres de notre branche pour leurs précieux apports et suggestions.

Et je vous souhaite une fois de plus une lecture intéressante et instructive!



Dr. Simon Wey

Économiste en chef de l'Union patronale suisse
wey@arbeitgeber.ch

APERÇU DE L'ÉVALUATION DES BRANCHES

Le tableau suivant donne un aperçu de l'évaluation par les branches de la situation des affaires et de l'emploi. Les feux de signalisation à barres colorées indiquent le niveau des deux indicateurs au deuxième et au quatrième trimestre 2021, et

les flèches indiquent l'évolution (Δ) du niveau du quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre. Les changements sont comparés à deux intervalles de confiance.¹

Branche	Marche des affaires		Emploi	
	Niveau	Δ (Q3 → Q4)	Niveau	Δ (Q3 → Q4)
Economie en général				
Industrie				
Industrie MEM				
Construction				
Chimie et pharmacie				
Services				
Prestataires de services financiers et d'assurance				
Information et communication				
Industrie hôtelière				
Commerce de gros				
Commerce de détail				

▼ Q2 2021 ▼ Q4 2021

- Nette amélioration
- Légère amélioration
- Pas de changement
- Légère détérioration
- Forte détérioration

Exemple de lecture avec la rubrique hôtellerie-restauration: le niveau d'évaluation de l'état des affaires a fortement augmenté dans ce secteur entre le 2^{ème} trimestre 2021 (dernière édition du baromètre de l'emploi) et le 4^{ème} trimestre 2021, de sorte qu'il se situe désormais en zone positive. La majorité des entreprises de l'hôtellerie-restauration s'attendent donc à voir leurs affaires s'améliorer. Par rapport au trimestre précédent, l'évolution de cette prévision au 4^{ème} trimestre 2021 paraît toutefois stagnante, en comparaison des écarts précédents (écart type).

¹ Les détails techniques du calcul des tendances sont expliqués dans l'annexe «Approche méthodologique et définition».

1 ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Baromètre conjoncturel du KOF

Le baromètre conjoncturel du KOF annonce l'évolution conjoncturelle probable dans un avenir proche. En mai 2021, l'indicateur a atteint une valeur record de près de 144 points. Depuis juin 2021, un affaiblissement durable de la conjoncture est prévu, mais à partir d'août, celui-ci apparaît beaucoup plus modéré que les mois précédents. Le net ralentissement de la fin de 2021 s'explique d'un côté par le durcissement des mesures de protection anti-Covid dans certaines branches des services, d'un autre côté par le fléchissement de l'économie internationale. Ce facteur freine l'évolution jusqu'ici extrêmement dynamique de l'industrie manufacturière, bien que l'indicateur se situe nettement au-dessus de sa valeur moyenne à long terme de 100 points. Si la situation épidémiologique s'apaise vers la fin janvier 2022, comme le prévoient les experts, la dynamique devrait à nouveau se renforcer, tant au niveau international que national.

Évolution par secteurs

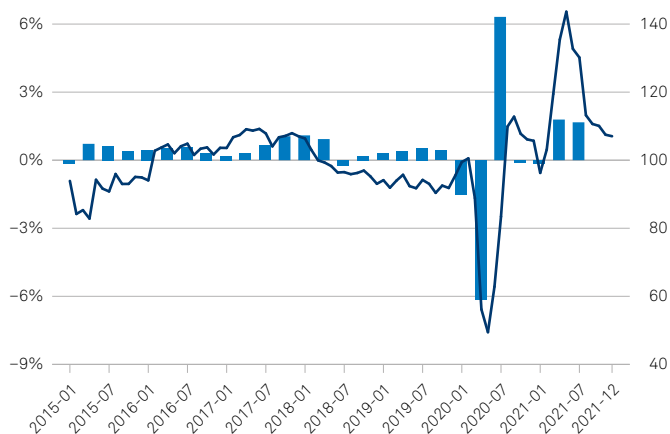
Les deux indicateurs de confiance (Confidence Indicators, CI) permettent d'évaluer le développement économique des secteurs de l'industrie et des services. Ils résultent d'enquêtes menées dans toute l'Europe auprès des entreprises sur la situation actuelle et les attentes concernant l'évolution économique future des secteurs respectifs.

Industrie

Depuis le début de la crise sanitaire et les estimations très assombries qui en ont résulté, la confiance a constamment regagné du terrain dans l'industrie. Au 2^e trimestre de 2021, en plus de la Suisse, tous ses pays voisins estiment que la situation de leur secteur industriel est plus favorable qu'avant la crise. Ce n'est qu'à partir du 3^{ème} trimestre de 2021 que l'euphorie s'est quelque peu dissipée et que les estimations ont baissé de

Figure 1

CROISSANCE DU PIB ET BAROMÈTRE CONJONCTUREL ET DU KOF



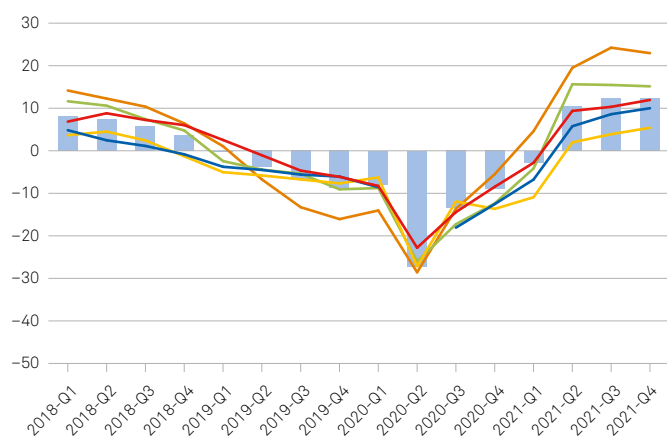
■ Croissance du PIB (axe gauche)
— Baromètre conjoncturel KOF (axe droite)

Source: Baromètre conjoncturel du KOF

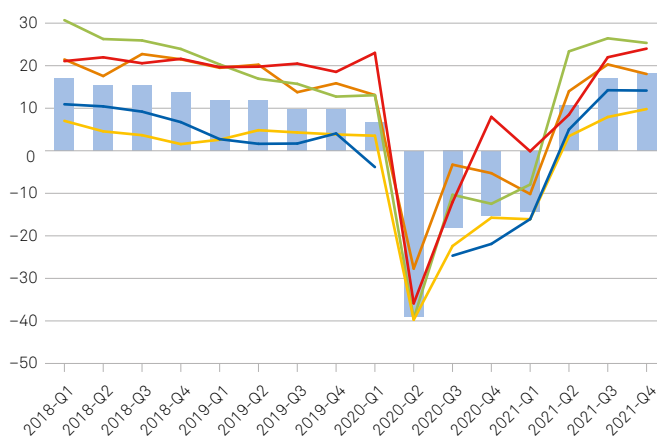
Figure 2

INDICATEURS DE CONFIANCE DU SECTEUR INDUSTRIEL ET DU SECTEUR DES SERVICES, EN SUISSE DANS L'UE-28/AELE ET LES PAYS VOISINS DE LA SUISSE

Industrie



Services



■ EU-28/Aele ■ Allemagne ■ Autriche ■ France ■ Italie ■ Suisse

Source: KOF et Commission européenne

niveau. En Allemagne, elles sont plus positives que la moyenne. En France, la dynamique de la reprise mondiale n'est que modérément saluée en comparaison des autres pays considérés. Le léger tassement de la confiance observé vers la fin de l'année 2021 s'explique notamment par les problèmes d'approvisionnement, avec des goulets d'étranglement dans les livraisons, une hausse des prix des produits importés et des problèmes de logistique au niveau mondial. De plus, les prix de l'énergie ont augmenté et l'inflation a repris, de manière assez sensible d'ailleurs, particulièrement dans la zone euro. Cela se répercute sur la conjoncture mondiale et freine le développement en Suisse comme dans les pays voisins. S'il est difficile d'estimer le temps qu'il faudra pour que ces problèmes disparaissent, ils ralentiront certes la reprise dans l'industrie manufacturière, mais ne pourront guère la stopper.

Services

L'évolution des estimations dans le secteur des services est liée aux restrictions imposées par les mesures Covid dans les branches concernées. Après s'être améliorées au lendemain du premier choc du début de la pandémie, les estimations sont néanmoins devenues plus pessimistes à partir de la fin 2020 jusqu'au premier trimestre 2021, suite à une forte progression des chiffres de contamination constatée vers la fin 2020. A partir du 2^{ème} trimestre et jusqu'à la fin de 2021, elles sont au contraire redevenues plus encourageantes, mais vers la fin de l'année, de nouveau, elles n'étaient plus que modérées ou évoluaient même à la baisse, comme en Autriche. Les estimations pour tous les secteurs des services en Suisse et dans les pays voisins ont au moins retrouvé entretemps leur niveau d'avant la crise. Si la situation épidémiologique s'améliore vers la fin janvier, on peut également s'attendre à ce qu'elles restent positives ou deviennent, pour les services, encore plus optimistes dans tous les pays.

2 MARCHÉ DU TRAVAIL

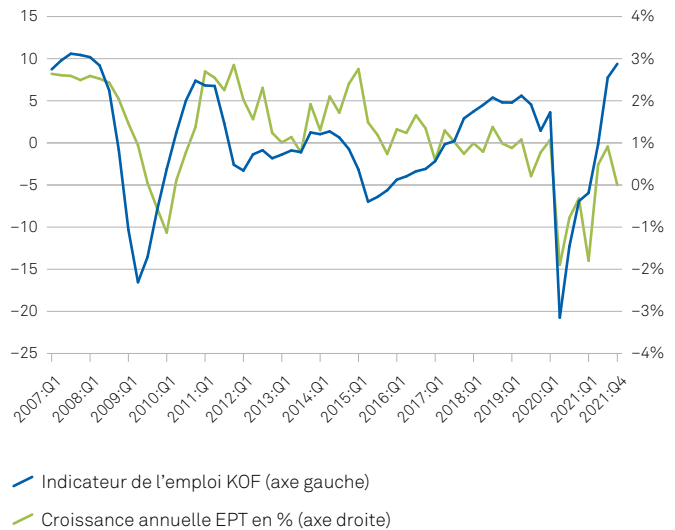
Indicateur d'emploi

La puissante reprise économique dynamise aussi le marché du travail. L'indicateur KOF de l'emploi est un marqueur avancé de l'évolution de l'embauche au niveau national pour les trois prochains mois. Après les estimations très pessimistes sur la situation de l'emploi enregistrées au début de la crise, le marché du travail a retrouvé tout son optimisme. Le niveau d'avant la crise sanitaire est dépassé depuis le 3^{ème} trimestre 2021 et la confiance des entreprises s'est également renforcée au 4^{ème} trimestre par rapport au trimestre précédent, bien que plus modérément qu'un trimestre auparavant. Dans l'industrie manufacturière surtout, on observe le retour à un niveau de confiance que l'enquête n'avait plus mis en évidence depuis plus de 10 ans.

L'affaiblissement de la reprise économique devrait se répercuter avec un certain retard sur le marché du travail et se traduire par une légère baisse de la demande de main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière, indépendamment des branches des services touchées par les mesures de lutte contre la crise sanitaire. Malgré cela, les perspectives restent bonnes sur le marché du travail. Actuellement, le problème se situe moins au niveau de la demande, dans la mesure où de nombreux postes restent vacants pendant une période prolongée, ce qui empêche de plus en plus les entreprises de produire et de fournir des services. La transformation structurelle provoquée par la crise sanitaire en est certainement l'une des causes, mais d'autres facteurs structurels sont à l'œuvre également, comme le vieillissement démo-

Figure 3

INDICATEUR D'EMPLOI DU KOF ET CROISSANCE EN GLISSEMENT ANNUEL DE L'EMPLOI EN ETP SELON L'OFS



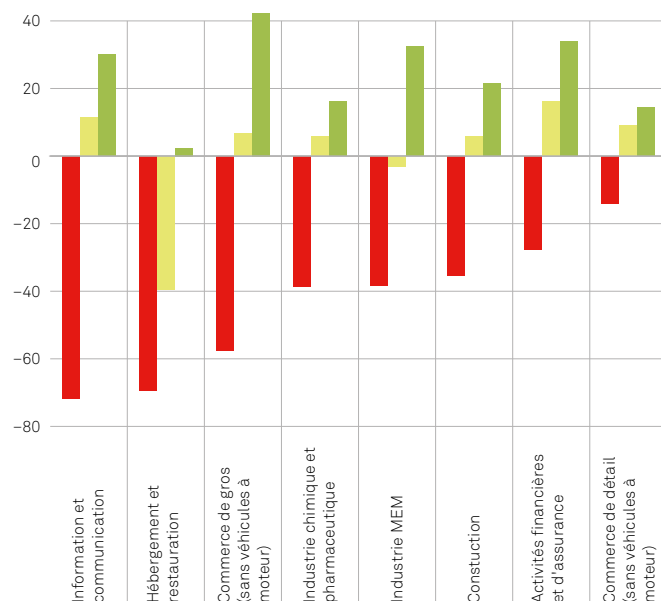
Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

graphique, qui fait que la pénurie de main-d'œuvre fera sentir ses effets de plus en plus sensiblement, même après l'épisode du coronavirus.

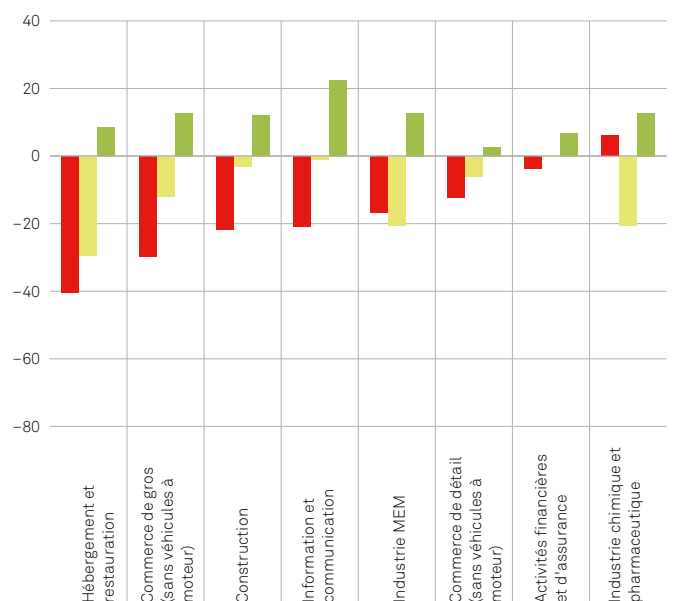
Figure 4

NIVEAUX DES AFFAIRES ET DE L'EMPLOI ESTIMÉS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2020 ET 2021 ET CHUTE DES INDICATEURS RÉSULTANT DE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

Marché des affaires



Emploi



■ Croissance / recul du 1^{er} au 2^e trimestre 2020 ■ Niveau 2020: 4^e trimestre ■ Niveau 2021: 4^e trimestre

Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

2.1 SECTEUR INDUSTRIEL

L'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM)

La reprise conjoncturelle observée depuis le début de 2021 profite grandement à la majorité des entreprises de l'industrie MEM. Leurs entrées de commandes, leurs chiffres d'affaires et leurs exportations ont parfois vivement progressé. La forte demande que connaît cette industrie est toutefois freinée par des goulots d'étranglement dans les filières de livraison et par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie. Dans une enquête menée par Swissmem au sein de la branche, près des trois quarts des entreprises se déclarent «très fortement» ou «plutôt fortement» pénalisées par ces conditions plus difficiles. Leur planification s'en ressent également. Jusqu'à nouvel ordre, il ne faut pas s'attendre à ce que ces problèmes disparaissent rapidement.

L'enquête MEM montre que 72 pour cent des entreprises doivent payer plus pour les métaux et les produits métalliques dont elles ont besoin. La moitié d'entre elles sont également contraintes de déboursier davantage pour l'électrotechnique et les composants électroniques. A cela s'ajoute l'augmentation des frais de transport pour plus de 50 pour cent d'entre elles. En raison des difficultés de livraison, les commandes ne peuvent souvent pas être traitées à temps, ce qui explique que la crois-

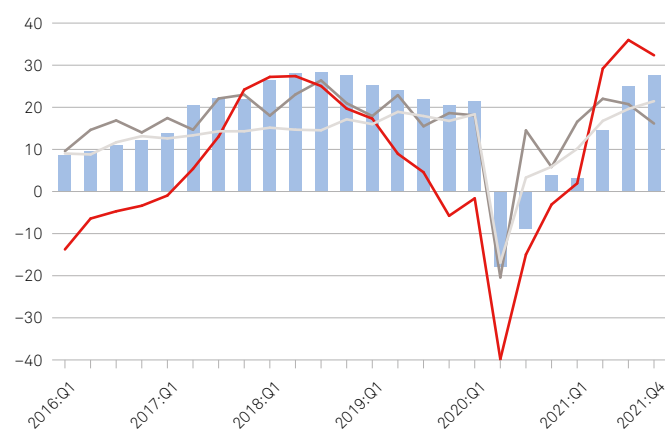
sance du chiffre d'affaires soit à la traîne par rapport à la forte augmentation des entrées de commandes. Deux tiers des entreprises peuvent répercuter ces hausses de coûts sur la clientèle. Les autres doivent cependant les supporter elles-mêmes, ce qui réduit sensiblement leurs marges.

La plupart des entreprises interrogées ne s'attendent pas à ce que la situation se normalise rapidement. En majorité, elles escomptent une normalisation progressive au plus tôt dans le courant du second semestre 2022 et beaucoup ne la prévoient même pas avant 2023. L'appréciation simultanée du franc suisse par rapport à l'euro a certes un effet positif sur le coût des biens importés, mais elle ne compense pas entièrement les surcroûts de dépenses occasionnés ailleurs. Selon l'enquête du KOF auprès des entreprises de l'industrie MEM, leur estimation de la marche des affaires restent positives. Elles voient même la situation actuelle d'un œil plus optimiste qu'avant la pandémie. Au 4^{ème} trimestre de 2021, cependant, cette embellie des prévisions a connu un retournement de tendance, dont l'une des explications pourrait être l'incertitude croissante liée à la forte hausse des chiffres de contamination par le coronavirus observée à la fin de l'année 2021.

Figure 5

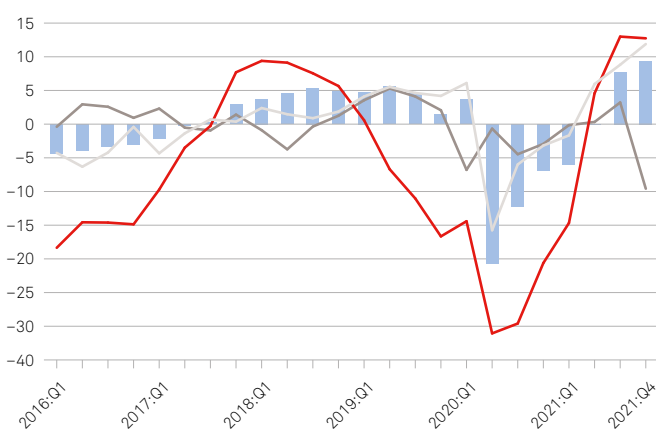
DÉVELOPPEMENTS DE L'INDUSTRIE MEM

Marche des affaires



■ Économie en général (données corrigées des variations saisonnières)
— Construction (données corrigées des variations saisonnières)
— MEM-Industrie (données corrigées des variations saisonnières)
— Industrie chimique et pharmaceutique (données corrigées des variations saisonnières)

Emploi



Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

Un coup d'œil sur les évaluations de la marche des affaires dans les sous-branches montre que la situation a été jugée de manière moins optimiste au 4^{ème} trimestre 2021 qu'au trimestre précédent, surtout dans les domaines tournés vers l'exportation comme la construction de machines, la fabrication de produits métalliques et la construction de véhicules. Comme mentionné ci-dessus, la remontée des chiffres de contamination par le coronavirus et l'incertitude qui en découle expliquent sans doute cette situation.

Le nombre de travailleurs de l'industrie MEM inscrits pour des indemnités pour réduction de l'horaire de travail (RHT) avait atteint son point culminant au début de la pandémie en avril et en mai 2020. La plupart des demandes de RHT provenaient de la sous-branche «Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques», avec plus de 52'000 travailleurs. Les deux

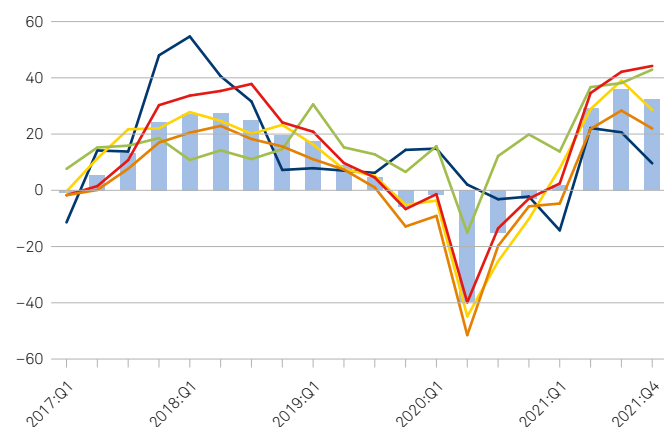
sections «Fabrication de machines» et «Fabrication de produits métalliques» ont encore enregistré environ 30'000 demandes. En septembre 2021, enfin, la plupart des chiffres concernant les travailleurs annoncés au chômage partiel n'étaient que légèrement supérieurs à leurs niveaux d'avant-crise.

Depuis le deuxième trimestre 2020, les entreprises semblent de plus en plus optimistes quant à l'évaluation de l'emploi. Entre-temps, une part plus importante d'entre elles qu'avant la pandémie souhaite même augmenter leurs effectifs. Au 4^{ème} trimestre 2021, l'indice correspondant reste toutefois au même niveau qu'au trimestre précédent. Comme pour l'évaluation de la marche des affaires, cela pourrait être dû à l'incertitude croissante liée à la recrudescence des cas de contamination par le coronavirus. C'est surtout la branche horlogère qui est à l'origine de cette estimation plus pessimiste.

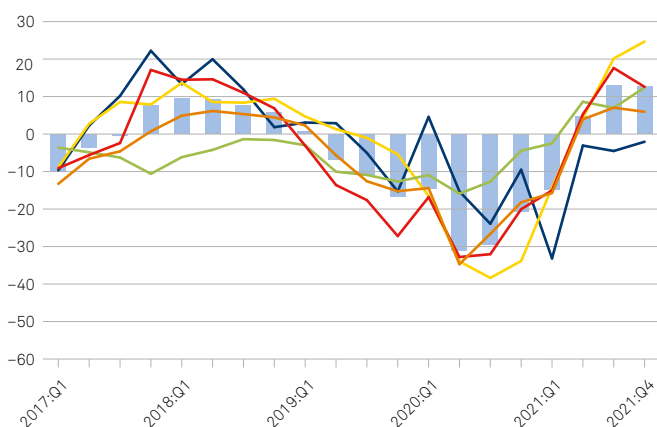
Figure 6

EVOLUTION DES SOUS-BRANCHES MEM

Marche des affaires



Emploi



- Industrie MEM (données corrigées des variations saisonnières)
- Production et transformation de métaux, fabrication de produits métalliques (données corrigées des variations saisonnières)
- Fabrication d'appareils informatiques, de produits électroniques et optiques (données corrigées des variations saisonnières)
- Fabrication d'appareils électriques (données corrigées des variations saisonnières)
- Fabrication de machines (données corrigées des variations saisonnières)
- Construction automobile (données corrigées des variations saisonnières)

Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

Conclusion: Depuis le début de l'année 2021, l'industrie MEM bénéficie d'une hausse parfois très vigoureuse des entrées de commandes, des chiffres d'affaires et des exportations. A cause des problèmes de livraison et de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, les entreprises ne peuvent toutefois pas exploiter pleinement leur potentiel. D'où des coûts de planification plus élevés et des marges plus faibles. La force du franc suisse, qui fait légèrement baisser les prix des biens importés en termes relatifs, compense un peu cette tendance.

Les estimations et prévisions des entreprises concernant la situation des affaires et l'emploi montrent cependant que la branche évolue malgré tout dans le positif d'un point de vue économique. La proportion croissante d'entreprises qui souhaitent embaucher de la main-d'œuvre occasionne une pénurie croissante de celle-ci. Elles sont de plus en plus nombreuses à considérer cette situation comme un obstacle à la production de biens.

Construction et bâtiments

Les investissements dans la construction ont affiché une évolution positive dès les deux premiers trimestres de 2021. Se basant sur les données relatives aux permis de construire, le KOF prévoit également une forte augmentation des investissements dans ce secteur pour le premier semestre 2022, suivant celle du deuxième semestre 2021. Après de nombreuses années de stagnation, les prix de la construction ont augmenté en Suisse sur une base annuelle de 4,6 pour cent dans le bâtiment et de 2,4 pour cent pour le génie civil, dans un contexte où les prix de plusieurs matériaux de construction, tels le bois et l'acier, ont grimpé en flèche. C'est en Suisse centrale et dans l'Espace Mittelland que les hausses ont été les plus fortes. Certaines difficultés d'approvisionnement persistent et la demande de matériaux de construction reste élevée dans le monde entier. Il n'est donc pas exclu que les prix continuent d'augmenter légèrement ces prochains mois, traduisant des effets de rattrapage du ralentissement lié au Covid-19. Près de 60 pour cent des entreprises de construction se déclarent affectées par des pénuries de matériaux.

Stimulée par la poussée des investissements dans la construction, la marche des affaires dans le secteur du bâtiment est positive. Au quatrième trimestre 2021, elle a retrouvé le niveau d'avant la crise sanitaire. C'est dans le second œuvre qu'elle est jugée la plus dynamique, les entreprises de cette branche l'estimant également plus soutenue que celle du bâtiment et du génie civil. Depuis le 3^{ème} trimestre 2021, la situation des affaires est à nouveau jugée positive par la majorité des entre-

prises du génie civil. Dans les mois à venir, il faut s'attendre à une normalisation de l'activité de construction à un niveau proche de celui d'avant la crise.

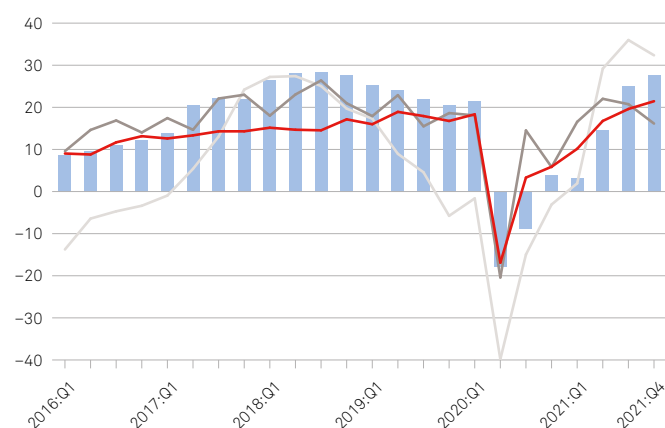
La branche de la construction a reçu au total environ 2,1 milliards de francs de crédits d'urgence Covid-19. Un quart de cette somme a été remboursé entre-temps. Dans les trois sous-branches de la construction, les chiffres des inscriptions au chômage partiel sont revenus au niveau d'avant la pandémie. Après le déclenchement de la pandémie en avril 2020, les chiffres s'élevaient à près de 65'000 travailleurs inscrits dans le second œuvre, à plus de 21'000 dans le bâtiment et à 4'000 dans le génie civil. Après avoir dans un premier temps récupéré le personnel du chômage partiel, les trois sous-branches manquent désormais de main-d'œuvre. Selon une analyse du KOF, le secteur de la construction est très fortement impacté par la pénurie de personnel qualifié, davantage, par exemple, que la restauration ou l'industrie manufacturière.

L'examen de l'indicateur d'emploi du KOF montre que dans le secteur de la construction, depuis le 2^{ème} trimestre 2021, une majorité d'entreprises s'attendent de nouveau à une remontée de l'emploi. Les perspectives à cet égard sont jugées les plus positives dans le second œuvre, suivi du bâtiment. Dans le génie civil, les entreprises sont encore plus réservées pour l'instant, leur part diminuant à nouveau légèrement au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, mais restant toujours positive.

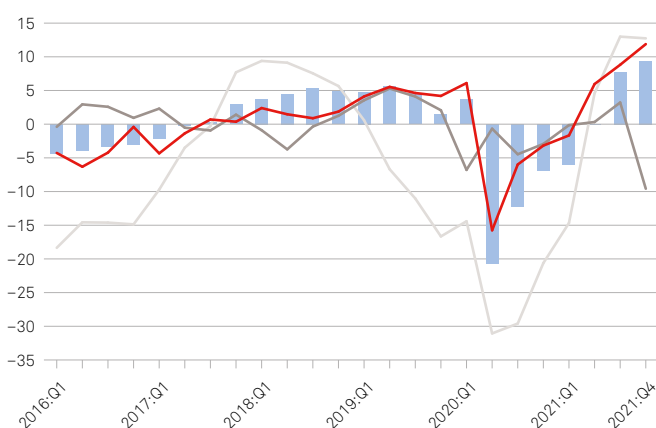
Figure 7

EVOLUTIONS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Marche des affaires



Emploi



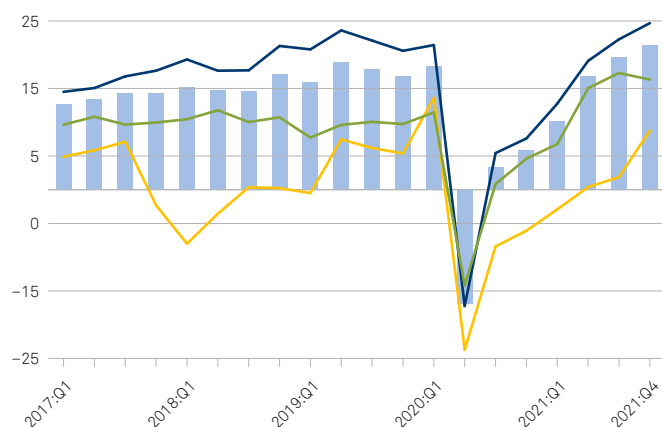
- Économie en général (données corrigées des variations saisonnières)
- Construction (données corrigées des variations saisonnières)
- MEM-Industrie (données corrigées des variations saisonnières)
- Industrie chimique et pharmaceutique (données corrigées des variations saisonnières)

Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

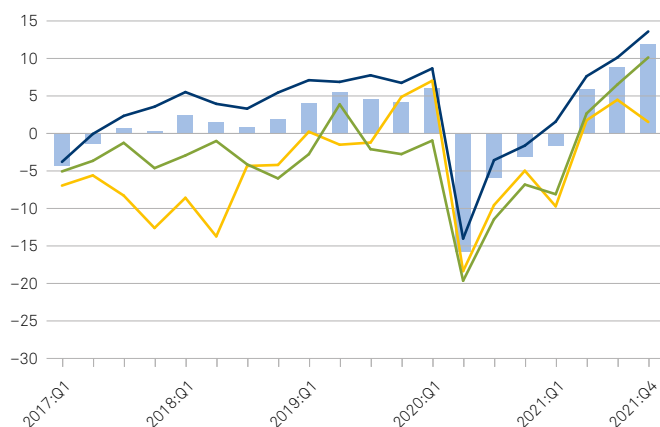
Figure 8

EVOLUTION DES SOUS-BRANCHES DE LA CONSTRUCTION

Marché des affaires



Emploi



- Construction (données corrigées des variations saisonnières)
- Bâtiment (données corrigées des variations saisonnières)
- Génie civil (données corrigées des variations saisonnières)
- Second œuvre (données corrigées des variations saisonnières)

Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

Conclusion: La situation économique dans toute la branche de la construction est bonne. Elle pourrait encore s'améliorer dans le second œuvre et plutôt se normaliser dans le secteur principal. Les risques concernent en premier lieu le recrutement de main-d'œuvre qualifiée ainsi que des difficultés de livraison persistantes. Une nouvelle hausse importante des prix des matériaux de construction pourrait se traduire par une réduction de l'activité. Un effondrement de la conjoncture suite à une aggravation de la pandémie pourrait entraîner la suspension de projets de construction. Une augmentation des taux d'intérêt en Suisse semble peu probable avant 2023, mais elle freinerait l'activité du secteur. Sur l'ensemble de celui-ci, le niveau de l'emploi en équivalents temps plein est toujours inférieur à ce qu'il était avant la pandémie de coronavirus.

Branche chimique et pharmaceutique

Longtemps, l'industrie chimique et pharmaceutique n'a guère ressenti les effets négatifs de la pandémie de Covid-19. La pharma, en particulier, a même pu tirer un certain profit de cette crise, par exemple en développant de nouveaux vaccins qui ont obtenu en un temps record les agréments des autorités. Entre-temps, cependant, de nombreux groupes pharmaceutiques explorent de nouvelles voies de croissance. Comme il faut s'attendre à une phase de faiblesse dans le secteur des médicaments, des suppressions d'emplois sont également en discussion dans la branche. C'est ainsi que chez Serono, filiale de Merck, 580 postes sur un total de 2'000 devraient disparaître en Suisse. Les raisons invoquées sont les revers subis dans la recherche médicamenteuse.

Vers la fin de l'année 2021, l'évolution de la chimie et de la pharma suivait deux voies distinctes. Alors que l'industrie pharmaceutique a maintenu sa croissance sans interruption, soutenue par une demande toujours forte, dans la chimie, en revanche, les difficultés rencontrées par d'autres branches industrielles compliquent la marche des affaires. Bien que la demande évolue favorablement pour elle aussi, les problèmes des chaînes d'approvisionnement et de la hausse des prix de l'énergie font sentir leurs effets en contrariant l'évolution positive.

Les problèmes de l'industrie chimique apparaissent également dans l'enquête du KOF, dont il ressort que les estimations des entreprises chimiques relatives à la situation des affaires sont un peu plus pessimistes depuis le 3^{ème} trimestre 2021 que lors des trimestres précédents.

En avril 2020, ce sont principalement les fabricants de produits chimiques qui ont eu recours aux indemnités RHT en cas de

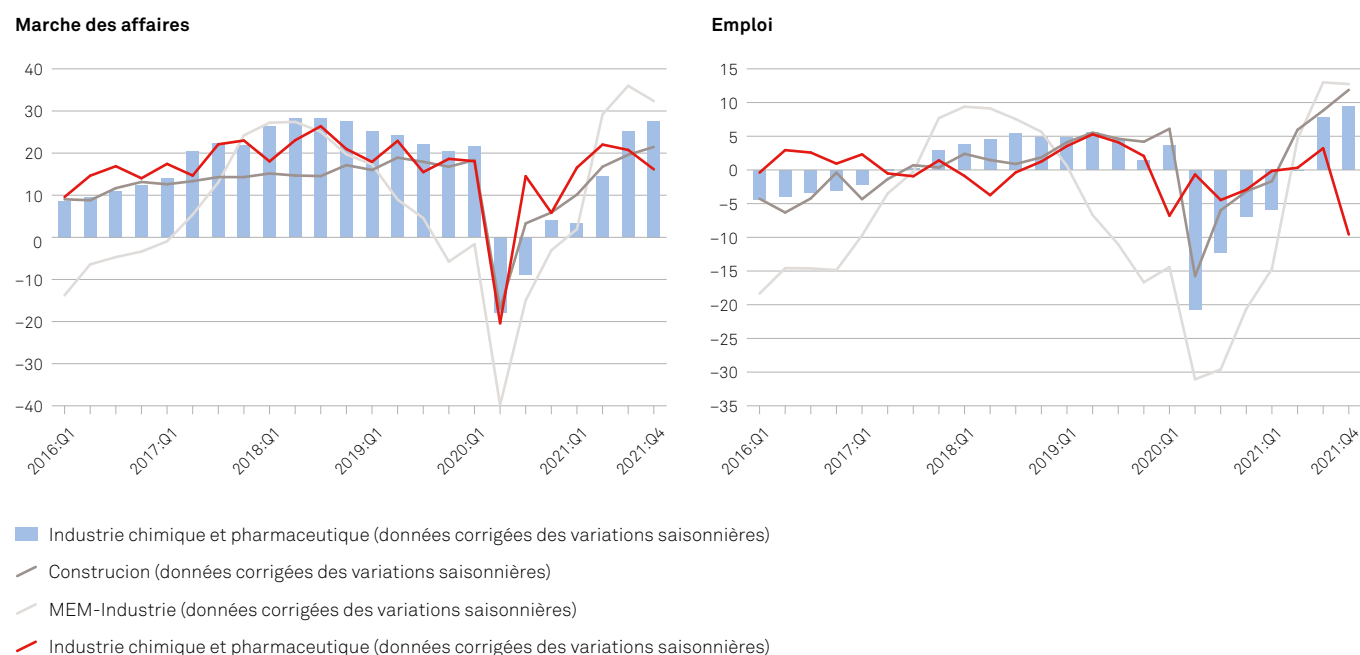
chômage partiel. A l'issue de cette période de chômage, les travailleurs concernés ont retrouvé entre-temps leurs postes.

Au 4^{ème} trimestre, les estimations portant sur l'emploi dans le secteur chimie-pharmacie se sont fortement assombries. A tel point qu'une majorité d'entreprises envisagent plutôt désormais une réduction de leurs effectifs. Comme mentionné plus haut, cette optique beaucoup plus pessimiste est probablement due aux réductions d'effectifs dans les groupes pharmaceutiques.

Conclusion: Les développements économiques observés dans l'industrie chimique et pharmaceutique sont disparates. Alors que l'industrie pharmaceutique n'est pas affectée par les effets négatifs de la pandémie et qu'elle en tire même profit dans une certaine mesure, l'industrie chimique se ressent très directement des problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement et à la hausse des prix de l'énergie. Ces évolutions se traduisent dans les estimations recensées par l'enquête du KOF. Depuis le 3^{ème} trimestre 2021, en effet, les entreprises apparaissent plus pessimistes qu'aux trimestres précédents quant à leurs perspectives d'affaires. Les estimations concernant l'évolution de l'emploi dans la branche se sont même proprement effondrées au 4^{ème} trimestre 2021, rupture probablement imputable en grande partie aux estimations plus pessimistes des entreprises pharmaceutiques.

Figure 9

EVOLUTION DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE



2.2 SECTEUR DES SERVICES

Services financiers et d'assurance

La branche des services financiers et d'assurance n'a été touchée que marginalement par la crise sanitaire. En témoigne le recul relativement modéré, en son sein, des estimations de la marche des affaires et de l'emploi. Dans le secteur des assurances, la crise du coronavirus s'est surtout traduite par une augmentation des paiements pour sinistres.

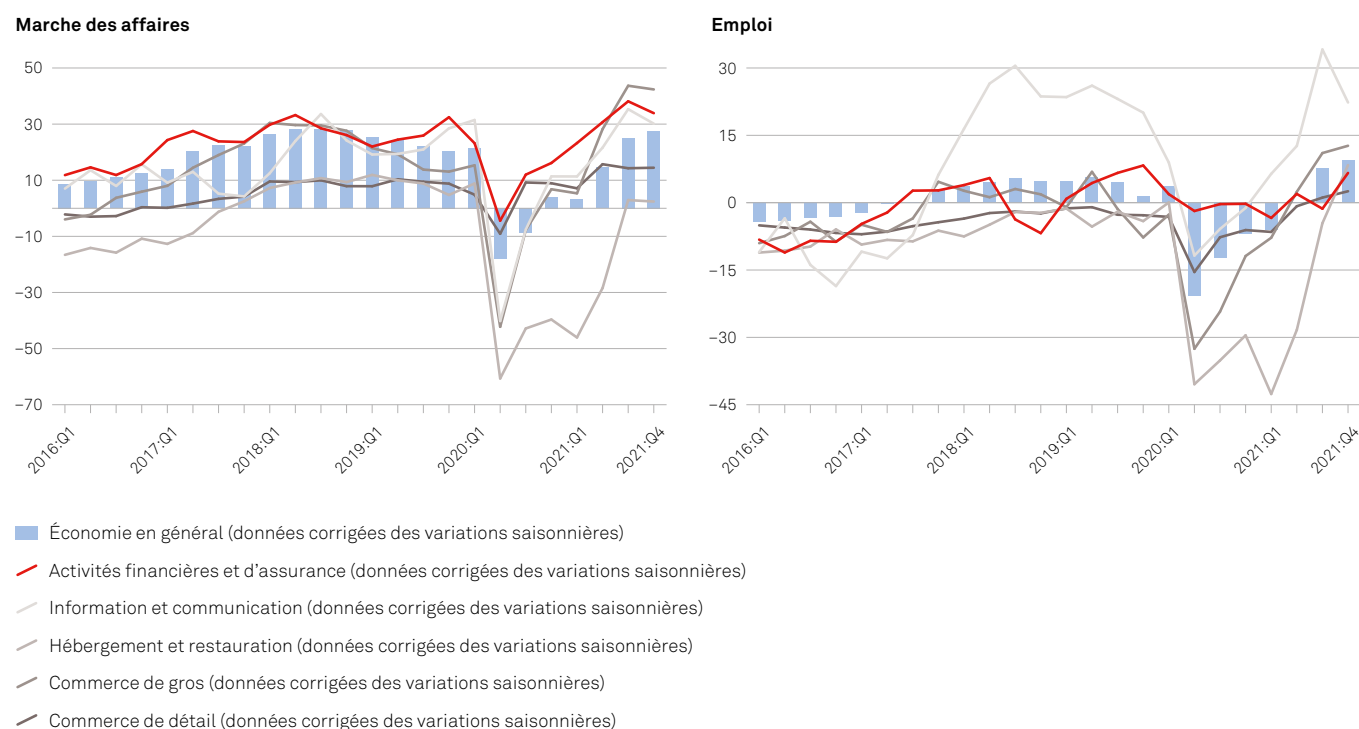
A partir du deuxième trimestre 2020, la situation des affaires a été jugée de manière plus positive par une proportion croissante de prestataires de services financiers et d'assurance. Une baisse modérée à cet égard a été notée à la fin de l'année 2021. Le niveau d'avant la pandémie a été retrouvé dès le 1^{er} trimestre 2021, puis fortement dépassé depuis lors. Un coup d'œil sur les estimations des sous-branches «banques» et «assurances» montre que l'évolution positive de l'évaluation des affaires a été davantage le fait des banques que des assurances.

Ni les banques ni les assurances n'ont fortement recouru à l'instrument du chômage partiel pendant la pandémie. En avril 2020, le nombre de travailleurs inscrits aux RHT a atteint un maximum de près de 3'500 dans les banques, contre 210 seulement dans les assurances.

Pendant la pandémie également, l'évaluation de l'emploi dans les entreprises n'a pas changé de manière significative chez les prestataires de services financiers et d'assurance. Au contraire, les entreprises qui prévoient plutôt une réduction et celles qui s'attendent au contraire à une augmentation de l'embauche s'équilibrent à peu près. Au 4^{ème} trimestre 2021, la proportion d'entreprises entrevoyant une évolution positive de l'emploi a toutefois augmenté, cette progression étant due principalement aux banques.

Figure 10

EVOLUTION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

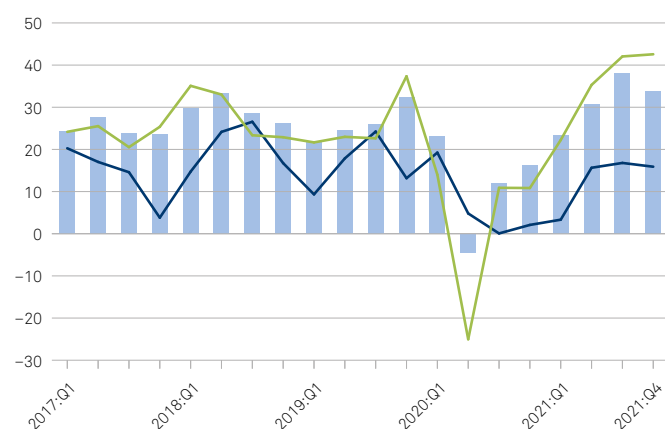


Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

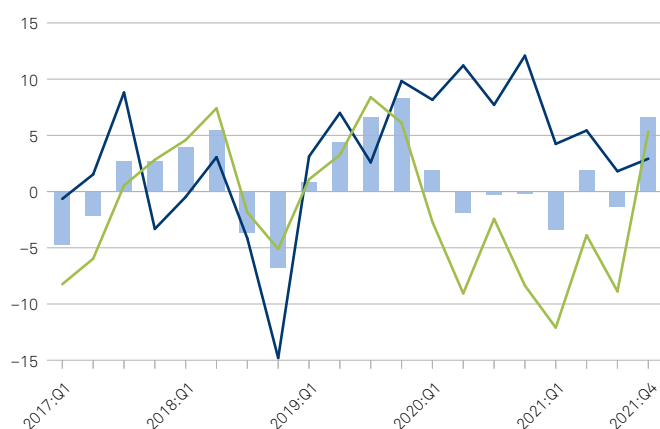
Figure 11

SOUS-BRANCHES DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

Marché des affaires



Emploi



■ Activités financières et d'assurance (données corrigées des variations saisonnières)

— Banques (données corrigées des variations saisonnières)

— Assurances (données corrigées des variations saisonnières)

Source: Enquêtes conjoncturelles KOF

Conclusion: Depuis l'affaissement dû à la crise du coronavirus au 2^{ème} trimestre 2020, les banques et les assurances portent sur la marche des affaires une appréciation de plus en plus optimiste. Cette évolution est principalement attribuable aux banques, mais la part d'entreprises dont l'évaluation est positive augmente également parmi les assurances. Le niveau d'avant la crise sanitaire a déjà été dépassé au 1^{er} trimestre 2021. Pour les perspectives d'emploi, les entreprises ayant une évaluation positive s'équilibrent à peu près avec celles dont l'évaluation est négative. A la fin de l'année 2021, la proportion d'entreprises avec une appréciation positive a augmenté de manière substantielle, surtout dans le secteur bancaire.

Information et communication

Bien que la pandémie de Covid-19 ait fortement accru le besoin de solutions numériques pour les tâches quotidiennes, la crise n'est pas restée sans effets sur le secteur TIC. Ainsi, en période d'incertitude économique, les projets informatiques qui n'étaient pas absolument urgents ont été reportés ou tout simplement abandonnés.

D'où un impact négatif sur toute la branche, en particulier au début de la pandémie. Après la forte détérioration des évaluations de la marche des affaires au 2^{ème} trimestre 2020, un nombre croissant d'entreprises ont de nouveau porté un regard plus confiant sur les perspectives. Au 4^{ème} trimestre 2020, pour la première fois depuis le début de la pandémie, une majorité d'entreprises les a de nouveau évaluées positivement. La confiance a continué de se renforcer aux trimestres suivants, jusqu'à ce qu'un renversement de tendance se produise au 4^{ème} trimestre 2021, avec une nouvelle baisse, par rapport au trimestre précédent, de la proportion d'entreprises voyant la marche des affaires d'un œil positif. Même scénario pour l'enquête sur l'évolution de l'emploi. Là aussi, la part des entreprises entrevoyant une augmentation des effectifs a fortement augmenté entre le 2^{ème} trimestre 2020 et le 3^{ème} trimestre 2021, avant de reculer pour la première fois en cinq trimestres au 4^{ème} trimestre 2021.

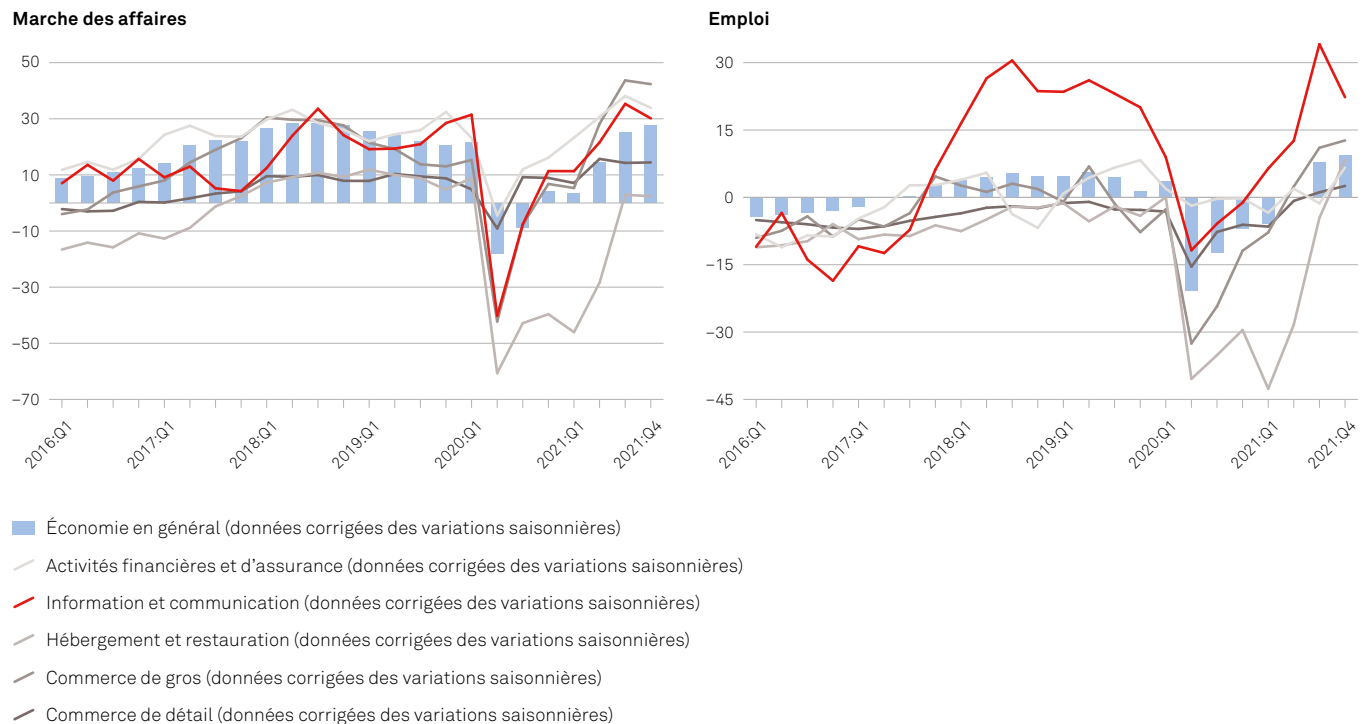
Le nombre d'entreprises ayant demandé des indemnités de chômage partiel n'était plus qu'à un niveau très bas en septembre, alors qu'il avait atteint des sommets dans certaines sous-branches vers le début de la pandémie. D'autre part, l'indi-

cateur du KOF concernant les obstacles aux prestations de services montre que la pénurie de main-d'œuvre n'est dans aucune autre branche aussi marquée que dans celle de l'information et de la communication. La tendance à la baisse des estimations relatives à la situation des affaires et à l'emploi pourrait être due en grande partie au redoublement de l'incertitude économique découlant de l'augmentation actuel du nombre de contaminations.

Conclusion: Dans la branche «Information et communication», les estimations relatives à la marche des affaires et à l'emploi étaient comparativement très négatives en début de pandémie, notamment à cause de l'ajournement ou de l'annulation de projets. Mais la branche n'a cessé de se rétablir par la suite, pour dépasser le niveau d'avant la crise au 3^{ème} trimestre 2021, tant du point de vue des estimations de la marche des affaires que de celles de l'emploi. Le regain d'incertitude lié à l'ascension du nombre de cas d'infections vers la fin 2021 rend cependant certaines entreprises déjà plus pessimistes à l'égard des affaires comme de l'emploi. Indépendamment de l'évolution de la crise, le recrutement de personnel qualifié dans cette branche reste un défi de taille.

Figure 12

EVOLUTION DU SECTEUR INFORMATION ET COMMUNICATION



Restauration/hôtellerie

Les nouvelles restrictions économiques liées aux mesures de protection visant à endiguer la propagation du coronavirus frappent à nouveau sensiblement le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, l'hôtellerie étant particulièrement impactée dans les zones urbaines. Les établissements ont pu tout de même rester ouverts moyennant l'observation des mesures prescrites. Reste que les pertes de chiffres d'affaires sont considérables.

Jusqu'à présent, les vacances d'hiver restent possibles pour autant que les mesures de protection soient respectées. Pour l'hôtellerie, la saison de Noël en montagne a même été particulièrement bonne grâce au retour d'une partie de la clientèle étrangère. La propagation de plus en plus forte de la variante Omicron va renforcer les incertitudes parmi les vacanciers potentiels, ce qui devrait entraîner une forte augmentation du nombre d'annulations. Si des fermetures, même partielles, devaient se produire, la branche serait à nouveau touchée de plein fouet. Le nombre élevé de collaborateurs à l'isolement ou en quarantaine constitue une charge supplémentaire. Dans le segment de la restauration, de nombreuses entreprises ont épuisé leurs réserves. Les liquidités de la branche sont au plus bas et son endettement s'est aggravé. Toute nouvelle restriction dans l'hôtellerie-restauration risque de causer des dommages encore plus douloureux que les précédents.

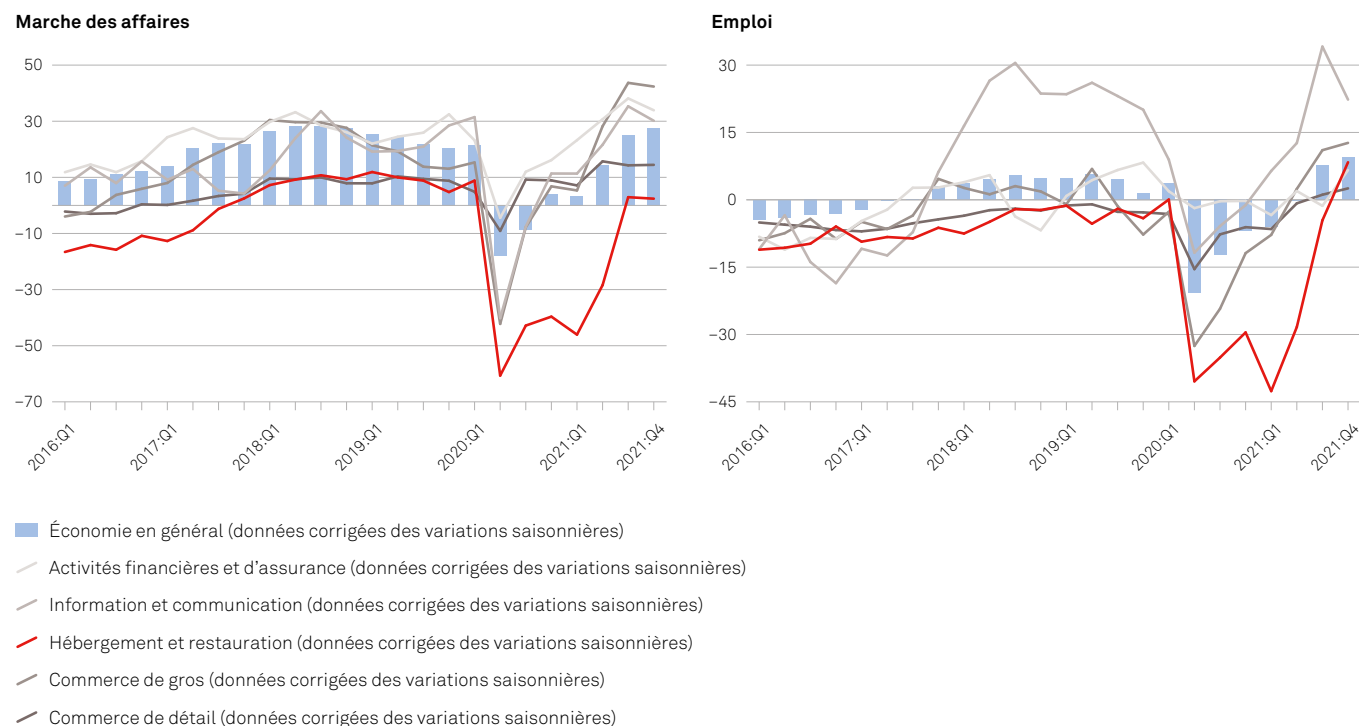
Après l'assouplissement des mesures de protection destinées à contrer la propagation du coronavirus vers l'été 2021, les éta-

blissements de l'hôtellerie-restauration ont à nouveau évalué la marche des affaires d'un œil plus optimiste. Au 3^{ème} trimestre de 2021, une majorité des établissements interrogés s'attendait même à une évolution positive de celle-ci. Le niveau d'avant-crise n'avait toutefois pas pu être atteint. Au 4^e trimestre 2021, la remontée des chiffres de contamination par le Covid-19 et les mesures qui l'ont accompagnée ont fait stagner l'évaluation des entreprises à un niveau légèrement positif, une petite majorité d'entre elles continuant toutefois de juger la situation des affaires clairement prometteuse. L'évolution de la pandémie et les restrictions d'accès dans l'hôtellerie-restauration laissent toutefois présager que les estimations des établissements quant à leurs affaires se dégraderont à nouveau au 1^{er} trimestre 2022.

L'hôtellerie et la restauration ont fait abondamment usage des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT). Le nombre de travailleurs inscrits aux RHT a atteint un pic en avril 2020, avec plus de 130'000 dans la restauration et plus de 50'000 dans l'hôtellerie. Ces chiffres se sont ensuite quelque peu tassés pour retrouver des valeurs élevées en janvier 2021, avec respectivement plus de 90'000 et près de 40'000 travailleurs annoncés. Jusqu'en septembre 2021, la situation s'est normalisée et il y avait encore respectivement un peu plus de 7'000 et 2'000 travailleurs annoncés au Seco pour le chômage partiel. Là encore, il faut maintenant s'attendre à une augmentation des inscriptions en raison de l'incertitude croissante liée au variant Omicron.

Figure 13

EVOLUTION DU SECTEUR HÉBERGEMENT, HÔTELLERIE/RESTAURATION



Source: indicateur de l'emploi du KOF

Le 19 avril et le 31 mai 2021, la fin des fermetures imposées à la branche a entraîné dans l'hôtellerie-restauration d'une part le rapatriement de la main-d'œuvre en chômage partiel, d'autre part un redressement des embauches. Après une perte de 50'000 emplois dans ces deux segments depuis le début de la pandémie, les effectifs se sont quelque peu rétablis au troisième trimestre 2021, avec un plus d'environ 20'000 postes. Contrairement à l'évaluation des affaires, de plus en plus d'établissements s'attendaient au 4^{ème} trimestre à une augmentation de la main-d'œuvre. Les fermetures partielles dans la branche et la dynamique qui s'en est suivie ont entraîné au cours de 2021 une pénurie de personnel qualifié dans l'hôtellerie-restauration. C'est ce qui ressort de l'enquête du KOF sur les obstacles à la prestation de services. Ainsi la proportion d'entreprises qui considèrent la pénurie de main-d'œuvre comme un obstacle à la fourniture de services a fortement augmenté dans l'hôtellerie-restauration.

Conclusion: L'hôtellerie-restauration subit à nouveau durement les restrictions économiques dues aux mesures de protection contre la propagation du coronavirus. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral a renoncé à des fermetures totales ou partielles. L'insécurité croissante due à l'augmentation du nombre de contaminations a néanmoins occasionné de nombreuses annulations. Il en va de même pour les vacances d'hiver. De plus, les absences excessives dues à des collaborateurs en isolement ou en quarantaine pèsent lourdement en ce moment sur le fonctionnement de la branche. Après s'être quelque peu redressés au cours de l'année 2021, les segments de l'hôtellerie et de la restauration subissent à nouveau les effets de la nouvelle flambée épidémique. Au 3^{ème} trimestre 2021, pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2020, une majorité d'établissements jugeait de nouveau encourageante la situation des affaires. Mais au 4^e trimestre, la confiance a de nouveau faibli. L'évolution de l'emploi, cependant, est toujours jugée positive, ce qui exacerbe la lutte pour la main-d'œuvre dans l'hôtellerie et la restauration.

Commerce de gros

La pandémie a fortement impacté le commerce de gros, dont les affaires dépendent aussi de branches ayant été très affectées par les mesures visant à endiguer la propagation du coronavirus, telles que la restauration et l'hôtellerie, le commerce de détail ou encore le secteur de la construction.

Entre-temps, le ciel s'éclaircit à nouveau pour le commerce de gros. Dans une enquête de Commerce Suisse, neuf grossistes sur dix jugent bonne ou du moins satisfaisante la situation des affaires. Pas moins de 40 pour cent des entreprises interrogées prévoient pour 2022 un chiffre d'affaires supérieur à celui de l'année précédente. La numérisation des processus, l'économie circulaire ou la logistique constituent des défis particulièrement importants pour le secteur.

Au milieu de l'année 2021, le commerce de gros était également frappé par les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Pour les matières premières et les matériaux de construction (métaux, aluminium, granulés de plastique, etc.), ces dérèglements ont entraîné une raréfaction de l'offre et, par voie de conséquence, une hausse massive des prix, tandis que dans d'autres domaines (p. ex. les puces), les obstacles aux livraisons ont été si massifs qu'en maints endroits, l'offre n'était pas suffisante pour couvrir la demande. D'où des baisses de chiffres d'affaires pour divers secteurs (automobiles, informatique, etc.). Ces facteurs sont encore à l'œuvre en ce début d'année. Ils persisteront dans de nombreux domaines tout au long de 2022

et assombriront quelque peu la situation des affaires dans les entreprises concernées.

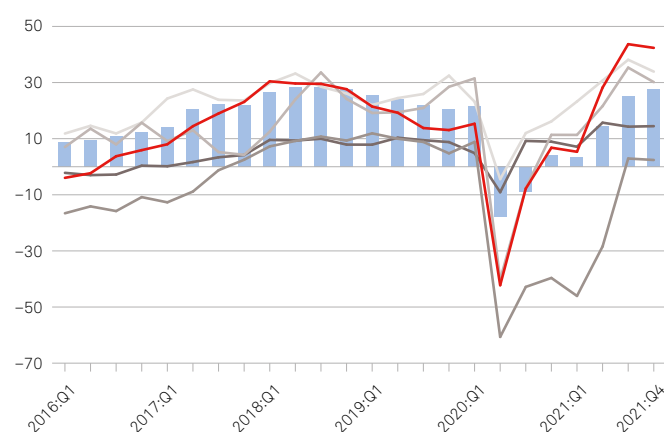
Dans l'ensemble, toutefois, le commerce de gros reprend des couleurs. C'est ce que montrent également les résultats de l'enquête du KOF sur la base de l'estimation de plus en plus positive de la situation des affaires. Les entreprises interrogées jugent cette situation toujours plus favorablement depuis la forte chute du 2^{ème} trimestre 2020. Le niveau d'avant la crise est désormais déjà largement dépassé. La proportion d'entreprises estimant que la situation des affaires est positive a évolué légèrement à la baisse uniquement entre le 4^{ème} trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2021 et entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2021. Ce deuxième recul est probablement dû à la recrudescence des incertitudes suite à l'augmentation du nombre de cas Covid.

Le nombre de travailleurs annoncés en chômage partiel avait atteint un pic en avril 2020, avec près de 84'000 personnes. Entre-temps, la majorité de celles-ci ont réintégré leurs postes. Depuis le 2^{ème} trimestre 2021, les perspectives d'emploi sont à nouveau évaluées positivement par une majorité d'entreprises, qui sont aussi de plus en plus nombreuses à prévoir une reprise de l'embauche dans la branche. Bien que la proportion d'entreprises voyant d'un œil favorable la situation des affaires ait légèrement diminué au 4^{ème} trimestre par rapport au trimestre précédent, les sociétés étaient plus nombreuses à s'attendre à une évolution positive de l'emploi.

Figure 14

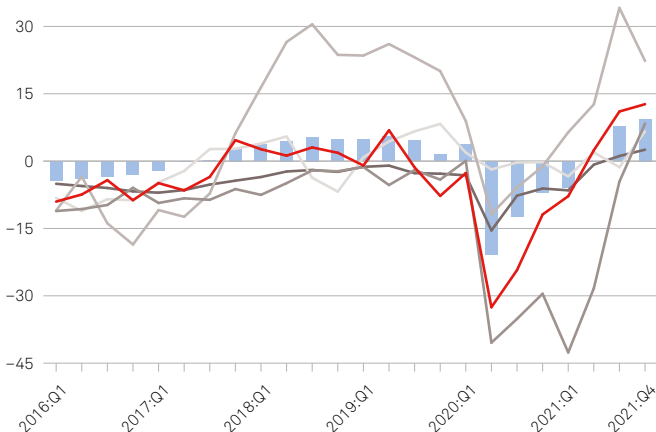
EVOLUTION DU COMMERCE DE GROS

Marché des affaires



■ Économie en général (données corrigées des variations saisonnières)
— Activités financières et d'assurance (données corrigées des variations saisonnières)
— Information et communication (données corrigées des variations saisonnières)

Emploi



— Hébergement et restauration (données corrigées des variations saisonnières)
— Commerce de gros (données corrigées des variations saisonnières)
— Commerce de détail (données corrigées des variations saisonnières)

Source: indicateur de l'emploi du KOF

Conclusion: Le commerce de gros a été durement touché par les mesures d'endiguement du coronavirus prises dès le début de la pandémie. Depuis lors, la situation s'améliore, au point que 40 pour cent des entreprises prévoient pour 2021 un chiffre d'affaires supérieur à celui de l'année précédente. Le secteur doit relever des défis tels que la numérisation des processus, la mise en œuvre de l'économie circulaire ou certains développements logistiques. Les évaluations des entreprises quant à la marche des affaires et à l'emploi ont déjà substantiellement dépassé le niveau d'avant la pandémie. Fin 2021, la part des entreprises ayant une appréciation positive de la situation des affaires a légèrement baissé, ce qui est probablement dû à la récente multiplication des cas Covid. Mais la part des entreprises qui évaluent positivement les perspectives d'emploi continue d'augmenter. Il faut donc s'attendre à une nouvelle progression des embauches dans cette branche.

Commerce de détail

La plupart des commerces de détail prennent de leur propre chef des mesures de protection adéquates pour empêcher la propagation du coronavirus. De nombreuses entreprises ont ainsi mis en place des limitations de capacité afin de réduire les occasions de contacts dans les magasins. Le commerce de détail suisse a bénéficié de la forte reprise économique en 2021. Selon les estimations, son chiffre d'affaires total a dépassé 99 milliards de francs l'an dernier, soit une augmentation de 2,4 pourcents par rapport à 2020.

Dans une étude du Credit Suisse, cependant, des économistes ne s'attendent pas à ce que ce fort volume de chiffre d'affaires puisse être maintenu dans les années à venir. L'une des raisons en est que la force du franc devrait favoriser le tourisme d'achat et déplacer ainsi des affaires à l'étranger. C'est surtout le secteur alimentaire du commerce de détail qui a pu profiter largement de la fermeture d'établissements de restauration. Bien que des mesures aient de nouveau été imposées à ceux-ci dernièrement, le Conseil fédéral n'envisage pas pour l'instant de prescrire des fermetures complète ou partielles.

La pandémie de coronavirus a par ailleurs accéléré le changement structurel du commerce de détail en faveur du commerce en ligne au détriment de l'activité stationnaire. Une enquête commandée par Swiss Retail Federation montre que la part des achats effectués en magasin est passée de 61 pour cent en 2019 à 54 pour cent en 2021. Il existe toutefois une grande corrélation entre le type de produit acheté et le canal utilisé. Ainsi, les livres, la musique et les articles électroniques ne sont plus

achetés que dans un peu plus d'un quart des cas seulement dans un magasin stationnaire.

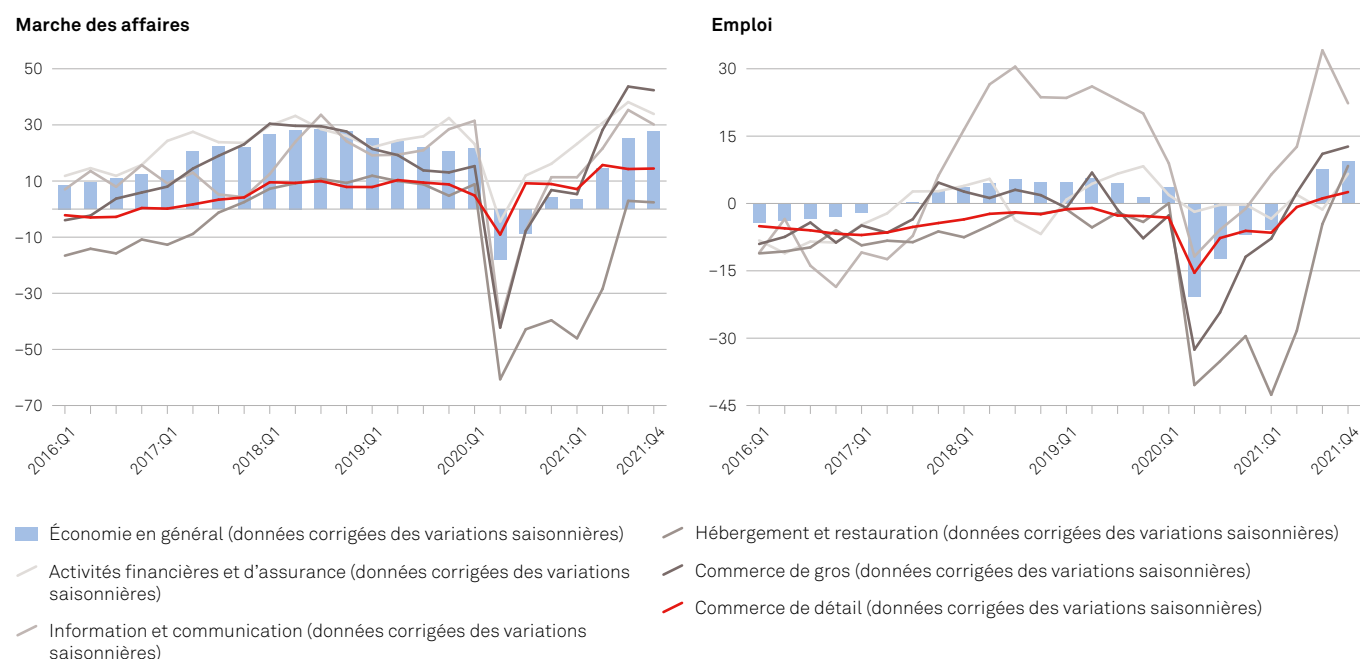
L'enquête du KOF sur la marche des affaires révèle à cet égard, à partir du 3^{ème} trimestre 2020, une appréciation de plus en plus positive des entreprises interrogées. Au cours de l'année, ce pourcentage a stagné à un niveau relativement élevé. Ce n'est toutefois qu'en 2021 que le nombre d'entreprises portant un jugement positif sur les perspectives d'affaires s'est de nouveau redressé.

Au chapitre de l'emploi, le nombre de travailleurs inscrits au chômage partiel s'élevait à quelque 102'000 personnes en avril 2020. Ce nombre s'est ensuite contracté jusqu'en octobre 2020 juste au-dessus de 10'000, avant de remonter à environ 62'000 en février 2021. Sur quoi, jusqu'en septembre 2021, le nombre de travailleurs au chômage partiel a chuté à un peu plus de 2'500.

Pour ce qui est de l'évaluation des entreprises concernant l'emploi dans l'enquête du KOF, une majorité d'entre elles s'attendait jusqu'au 2^{ème} trimestre 2021 à une réduction des postes dans la branche. Mais aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres, pour la première fois depuis longtemps, une autre majorité entrevoyait au contraire une augmentation de l'embauche. Cette évolution doit cependant être vue en tenant compte du fait que les estimations relatives à l'emploi dans le commerce de détail étaient déjà plutôt pessimistes avant la pandémie.

Figure 15

EVOLUTION COMMERCE DE DÉTAIL



Source: indicateur de l'emploi du KOF

Conclusion: Le commerce de détail est doublement touché par la pandémie de coronavirus. D'une part, les mesures de protection doivent continuer de s'appliquer dans les magasins, ce qui contrarie la marche habituelle des affaires. D'autre part, les mesures accélèrent le changement structurel du commerce stationnaire en faveur du commerce en ligne. En revanche, les affaires de la branche ont particulièrement bénéficié des fermetures totales ou partielles des commerces de restauration en 2020. Entre-temps, de nombreux établissements se sont accommodés des mesures d'endiguement de la pandémie et les estimations relatives à la marche des affaires et de l'emploi sont de plus en plus optimistes. Les perspectives d'emploi, généralement considérées d'un œil critique dans la branche, sont apparues positives au deuxième semestre 2021 pour la première fois depuis longtemps. Une majorité de commerces s'attendent ainsi à une progression des embauches.

3 RÉSUMÉ

La vigoureuse reprise économique observée depuis le début de 2021 se poursuit. Cette dynamique s'est toutefois ralentie vers la fin de l'année, en raison d'un léger essoufflement de l'économie mondiale. Dans l'industrie manufacturière, la reprise est principalement freinée par des goulots d'étranglement des filières d'approvisionnement, par le renchérissement des biens importés et par des problèmes de transport et d'expédition dans le monde entier.

La situation épidémiologique s'est à nouveau détériorée vers la fin de 2021, surtout à cause du fort taux de propagation du variant Omicron. Ce développement fait craindre aux entreprises d'avoir à subir de nombreuses absences de personnel d'ici la fin février. Les collaborateurs étant tenus de se mettre en quarantaine ou en isolement en cas d'infection Covid ou de contact avec une personne infectée, il en résulterait des pertes de production et une baisse du chiffre d'affaires, car toutes les absences de travailleurs ne pourraient pas être compensées par le télétravail ou un surcroît de travail fourni par le personnel restant sur site.

Dans tous les pays pour lesquels des études sont disponibles à ce jour, les troubles liés au Covid sont nettement moins graves avec la variante Omicron qu'avec la variante Delta. Malgré le renforcement des mesures de protection, la situation n'est donc pas comparable à celle de l'an dernier. De plus, près des deux tiers de la population sont désormais vaccinés contre le coronavirus. Ces restrictions feront néanmoins reculer une nouvelle fois les affaires des branches qui ont déjà ressenti le plus durement les effets des mesures par le passé. On est tout de même en droit d'espérer, comme ce fut le cas l'an dernier, que la situation se normalisera quelque peu d'ici au printemps. Il n'y a pas lieu de craindre que les restrictions aient pour effet de stopper l'évolution économique générale. Leurs risques se limitent plutôt à affaiblir la reprise dans les branches concernées.

L'évolution de l'ensemble de l'économie a eu de très heureuses répercussions sur le marché du travail au second semestre. Dès le troisième trimestre 2021, en effet, l'emploi avait ainsi retrouvé son niveau d'avant la crise. De même, la plupart des travailleurs ont été sortis du chômage partiel par les entreprises pour retrouver leurs postes. Selon les estimations des entreprises interrogées en décembre sur la situation de l'emploi, cette évolution réjouissante devrait se poursuivre dans les semaines et les mois à venir, comme l'indiquent les résultats du troisième baromètre de l'emploi de l'UPS.

Les évaluations relatives à la marche des affaires recensées dans l'enquête du KOF auprès des entreprises, bien qu'ayant atteint un solide niveau, sont certes devenues un peu plus pessimistes dans certaines branches la fin de 2021, mais la quasi-totalité des secteurs jugent néanmoins les perspectives d'emploi positives et même de plus en plus favorables. Et ce même dans l'hôtellerie-restauration, dont la marche des affaires a été très affectée par les mesures de lutte contre la pandémie et où les entreprises se montrent habituellement plutôt réservées quant à l'occupation des postes. En conséquence, ce secteur n'a pas

encore pu retrouver son activité d'avant la crise. D'où l'espoir que la confiance se renforcera encore en cas d'assouplissement des mesures anti-Covid.

Si l'on n'observe pas de nouveaux reculs dans les mois à venir suite à la mise en quarantaine et à l'isolement des travailleurs, les entreprises devraient rester enclines à étoffer leur personnel. Le nombre inhabituellement élevé de postes vacants que l'on observe en ce moment donne aussi à penser qu'elles ont de la difficulté à trouver le personnel adéquat. Les raisons en sont multiples et pour la plupart connues. Outre le recul de l'offre de main-d'œuvre dû à l'évolution démographique et à la tendance à la baisse de l'immigration nette qui a marqué ces dernières années, la création de nouveaux postes dans l'économie exacerbe aussi la lutte pour la main-d'œuvre. A court terme, la crise du Covid accentue cette pénurie: La reprise économique quasi simultanée que connaît le monde entier a entraîné une forte augmentation de la demande de personnel. Tout comme les producteurs de biens importés ont du mal à faire face à la forte augmentation de la demande, de même les entreprises ont du mal à recruter autant de nouveaux travailleurs en si peu de temps. Par ailleurs, les ajustements structurels dans les branches ont modifié les qualifications et les compétences demandées aux candidats potentiels et un certain nombre de travailleurs des branches fortement touchées ont changé d'orientation professionnelle pendant la crise sanitaire. Il n'en reste pas moins que d'importants facteurs de pénurie de main-d'œuvre existent indépendamment de la pandémie.

Pour atténuer les effets du manque de personnel, le levier le plus important reste la mise en valeur du potentiel de main-d'œuvre nationale. Ce potentiel est jugé substantiel en Suisse. Il est constitué de travailleuses et de travailleurs généralement bien qualifiés, qui augmenteraient volontiers leur taux d'occupation ou (re)prendraient une activité sur le marché du travail si les conditions-cadres les y encourageaient. On attend donc des initiatives dans ce sens de la part du monde politique, car enfin, les efforts resteront vains sans les adaptations légales qui permettront d'améliorer l'accès au marché du travail de la main-d'œuvre indigène.

Dr. Simon Wey

Économiste en chef de l'Union patronale suisse

wey@arbeitgeber.ch

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET DÉFINITIONS

L'Institut suisse de recherche sur les cycles conjoncturels (KOF) de l'EPFZ mène des [enquêtes](#) mensuelles et trimestrielles auprès de quelque 4 500 entreprises. Ces enquêtes couvrent l'ensemble du secteur privé en Suisse.

Les données recueillies permettent de dresser un tableau représentatif et factuel de la situation économique et du marché du travail dans les branches concernées. La désignation des branches se fonde sur le système international de classification des branches Noga.

Les enquêtes sont utilisées, entre autres, pour saisir l'évaluation par les entreprises de la situation actuelle et future des affaires ainsi que des effectifs de personnel actuels et futurs. Ce faisant, le KOF s'inspire des recommandations d'organisations internationales telles que l'OCDE ou l'ONU pour la réalisation d'enquêtes conjoncturelles, ce qui permet de comparer les situations économiques entre les pays. La taille de l'échantillon permet une évaluation représentative des réponses pour certaines branches de l'industrie et des services.

Les séries chronologiques sont corrigées des variations saisonnières et présentées par trimestre. Dans le cas des enquêtes mensuelles, le trimestre correspond à la moyenne arithmétique des mois trimestriels respectifs. Si toutes les données mensuelles d'un trimestre ne sont pas encore disponibles, la valeur trimestrielle est déterminée par la valeur moyenne des mois déjà disponibles. Pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, l'enquête n'est réalisée qu'une fois par trimestre au cours du premier mois. La valeur trimestrielle peut être calculée dans chaque cas comme la valeur moyenne des trois mois respectifs. Pour le quatrième trimestre 2021, les données des trois mois sont déjà incluses.

Afin d'évaluer la situation des affaires et le niveau des effectifs, le KOF inclut dans ses [questionnaires](#) une question sur l'évaluation momentanée et l'évolution dans les mois à venir. Dans chaque cas, les trois options de réponse «moins bonne», «identique» et «meilleure» sont symbolisées par «-1», «0» et «1», puis pondérées en fonction de la taille de l'entreprise, entre autres. La valeur moyenne des séries actuelles et futures ajustées des variations saisonnières est ensuite calculée.

Intervalles de confiance pour la situation des affaires et de l'emploi

Les flèches comparent la variation des valeurs du 4^{ème} trimestre au 3^{ème} trimestre avec un intervalle respectivement d'un quart de l'écart-type et d'un demi écart-type, formé sur la série de tendances du KOF.

Si la valeur absolue de la variation est inférieure à un quart de l'écart type, aucune tendance n'est identifiable. Si la variation est supérieure (inférieure) à un quart et inférieure (supérieure) à la moitié de l'écart-type, l'évaluation respective a tendance à augmenter (diminuer). Si la variation est supérieure (inférieure) à la moitié de l'écart-type, l'évaluation respective tend à la hausse (à la baisse).

Baromètre KOF

Le baromètre se fonde sur une série de référence calculée par le KOF, l'évolution du PIB du mois précédent, la trimestrialisation des données du produit intérieur brut suisse de l'Office fédéral de la statistique, avec ajustement des effets des grands événements sportifs internationaux (comme la Coupe du monde de football, qui a lieu tous les quatre ans) par le Secrétariat d'État à l'économie. Sur la base des séries chronologiques ainsi calculées, l'évolution de l'économie suisse peut être prévue sur une base mensuelle (cf. [figure 2](#)). La base de données se compose de 500 indicateurs, les valeurs à utiliser dans chaque cas étant sélectionnées de manière spécifique.

Indices de confiance

Les indices de confiance, collectés dans toute l'Europe, permettent de comparer les développements économiques entre pays. Ils résultent d'enquêtes menées auprès des entreprises sur leur situation actuelle et leurs attentes à l'égard des développements futurs. Ils correspondent à la moyenne arithmétique des évaluations négatives et positives, corrigées des variations saisonnières, des entreprises interrogées.



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Impressum

Éditeur: Union patronale suisse,
Hegibachstrasse 47, 8032 Zurich

Rédaction: [Ursula Gasser](#)

Graphisme: [Greuter Stähli Grafik, Zürich](#)